

BE-A0524\_717396\_800902\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Ragnies. Dépôt 2019, (1792) 1799-1977



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
1 - 3 Dossiers relatifs aux assemblées de canton et de sections. 1806, 1808, 1813.....	21
5 - 6 Dossiers relatifs aux contentieux. 1926, 1960-1967.....	21
II. Organisation et personnel.....	22
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	22
9 - 11 Dossiers relatifs aux coopérations intercommunales. 1947-1971.....	22
B. Organisation et membres des organes politiques.....	22
C. Personnel des services.....	22
13 - 19 Dossiers du personnel communal. 1899-1974.....	22
III. Patrimoine.....	24
23 - 25 Actes notariaux relatifs aux ventes publiques de biens communaux. 1825-1826, 1927-1928, 1943, 1945, 1955.....	24
23 - 24 Bois, futaies et taillis. 1825-1826, 1927-1928, 1943.....	24
32 - 42 Dossiers relatifs aux ventes de biens communaux. 1926-1968.....	24
43 - 45 Registres des biens ruraux affermés. 1931-1969.....	25
IV. Finances et fiscalité.....	27
A. Comptabilité du secrétariat.....	27

1. Budgets et annexes.....	27
50 - 56 Budgets annuels et annexes. 1902-1903, 1919-1924, 1945-1975..	27
2. Emprunts.....	27
B. Comptabilité du receveur.....	27
1. Registres de comptabilité.....	27
59 - 60 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1965-1972.....	27
2. Comptes et pièces justificatives.....	28
61 - 66 Comptes annuels et annexes. 1826, 1832, 1919, 1950-1959, 1962-1975.....	28
67 - 75 Pièces justificatives aux comptes. [1792-1801], 1810, 1826, 1850, 1858, 1919, 1971-1974.....	28
3. Entrée en fonction du receveur.....	29
C. Impositions et taxes.....	29
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	29
V. État civil.....	31
VI. Population.....	32
A. Généralités.....	32
B. Registres et mouvements de la population.....	32
89 - 107 Registres de la population. 1847-1980.....	32
89 - 90 1847-1867.....	32
91 - 92 1867-1880.....	32
93 - 94 1881-1900.....	32
95 - 96 1901-1910.....	32
97 - 98 1911-1920.....	32
99 - 100 1921-1930.....	33
101 - 102 1931-1947.....	33
103 - 104 1948-1960.....	33
105 - 106 1961-1970.....	33
108 - 115 Index des registres de population. 1847-1980.....	33
C. Recensements de la population.....	34
D. Passeports.....	34
117 - 122 Laissez-passer. [Après 1800], 1802, 1804, 1810, 1814.....	34
124 - 132 Registres et listes des passeports. 1803-1806, 1808, 1810-1813, 1815, 1837-1844.....	35
133 - 136 Passeports. 1807-1808, 1810-1825, 1830-1832, 1836-1837, 1839-1843.....	35
VII. Élections.....	37
140 - 141 Dossiers relatifs aux élections communales. 1958-1962, 1970-1971..	37
VIII. Affaires militaires et guerres.....	38
A. Service militaire.....	38
144 - 146 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1955-1976.....	38
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	38
C. Guerres et conséquences.....	38
IX. Ordre et sécurité publics.....	40
A. Police.....	40
B. Service d'incendie.....	40
X. Santé publique.....	42
A. Inspection médicale scolaire.....	42
B. Surveillance de la pratique médicale.....	42
C. Lutte contre les maladies épidémiques.....	42
174 - 176 Dossiers relatifs à la vaccination. 1956, 1958-1960, 1963.....	42
D. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	42

E. Police sanitaire des animaux domestiques.....	42
178 - 181 Dossiers relatifs aux maladies touchant les animaux et aux mesures prises pour lutter contre celles-ci. 1946-1967.....	42
F. Analyse de l'eau potable.....	43
G. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	43
H. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	43
185 - 195 Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1895, 1934-1938, 1942, 1974-1976.....	43
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	45
A. Généralités.....	45
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	45
202 - 203 Dossiers relatifs aux travaux exécutés à l'église Saint-Martin. 1946-1948, 1969-1975.....	45
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	45
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	46
E. Travaux forestiers.....	47
F. Services d'utilité publique.....	47
1. Distribution d'eau.....	47
223 - 224 Dossiers relatifs au réseau de distribution d'eau. 1947-1967.....	47
2. Distribution d'électricité.....	47
3. Éclairage public.....	48
4. Téléphone.....	48
5. Transports en commun.....	48
G. Aménagement du territoire.....	48
XII. Enseignement.....	49
XIII. Culture, sports et divertissements.....	50
A. Culture.....	50
B. Sports.....	50
C. Divertissements, festivités et commémorations.....	50
D. Tourisme.....	50
XIV. Économie.....	51
A. Agriculture et sylviculture.....	51
B. Élevage.....	51
C. Commerce.....	51
D. Circulation et moyens de communication.....	52
E. Approvisionnement.....	52
XV. Affaires sociales et règlementation du travail.....	53
267 - 268 Registres des demandes de pensions. 1963-1976.....	53
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique (CAP).....	54
A. Bureau de bienfaisance.....	54
B. Commission d'assistance publique (CAP).....	54
1. Personnel.....	54
272 - 273 Dossiers individuels. 1971-1976.....	54
2. Patrimoine.....	54
3. Finances.....	54
4. Exécution des tâches.....	54
XVII. Paroisse de Saint-Martin.....	56
A. Personnel.....	56
B. Patrimoine.....	56
283 - 284 Dossiers relatifs aux locations. 1947, 1959-1973.....	56
C. Finances.....	56

---

287 - 289 Budgets annuels et annexes. 1954-1976.....	56
290 - 292 Comptes annuels. 1954-1974, 1976.....	57



## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune Ragnies. Dépôt 2019

Période:  
(1792) 1799 - 1977

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0524.1014

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 292.00
- Etendue inventoriée: 4.25 m

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Mons

Producteurs d'archives:  
Commune de Ragnies, 1793 - 1929

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

### NOM

Commune de Ragnies

*Autres producteurs :*

Bureau de bienfaisance de Ragnies

Commission d'assistance publique de Ragnies

### HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Ragnies dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Thuin, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Ragnies devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Thuin <sup>1</sup>.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi (1800-1818) puis de Thuin (1818-1977) et de l'arrondissement judiciaire de Thuin (1795-1800) puis de Charleroi (1800-1977). Ragnies relève par ailleurs du canton de milice de Thuin à partir de 1817 <sup>2</sup>.

Le village de Ragnies, l'un des plus étendus de la Thudinie (1.356 hectares), a une origine très ancienne : le minerai de fer y est extrait depuis l'ère protohistorique, notamment au lieu-dit le Pommerœul. Des substructions romaines attestent également une occupation du sol dans l'Antiquité. Dès le IXe siècle, l'abbaye de Lobbes exerce les droits seigneuriaux sur Ragnies et y conserve des biens fonciers importants jusqu'à la Révolution ; l'église Saint-Martin, de la fin du XVe siècle, dépendait également de Lobbes. Dès le début du XIVe siècle, la localité possède un échevinage, dont la juridiction s'étendait aussi au village voisin de Biesme-sous-Thuin et parfois à ceux de Biercée et de Leers-et-Fosteau. Au XVIIe siècle, lors de la guerre de Hollande, Ragnies échappe au sac et aux déprédations grâce à l'intervention d'un homme de loi de la localité, André Mascart, qui parvient à payer le prix des réquisitions. En 1793 et 1794, le village est à deux reprises le théâtre de combats entre l'armée française chargée d'attaquer la ville de Thuin et les troupes autrichiennes chargées de rétablir l'ordre dans la principauté de Liège. En novembre 1793, la division française de Duquesnoy, venant de Strée, doit battre en retraite. Mais le 10 mai 1794, le général Marceau déloge les Autrichiens campés à Ragnies et

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

s'empare de la ville de Thuin par une attaque de cavalerie.

La population de Ragnies évolue comme suit : 476 habitants en 1806, 557 en 1830, 763 en 1856, 822 en 1876, 725 en 1890, 670 en 1900, 537 en 1920, 528 en 1947 et 442 en 1976.

Le 1er janvier 1977, la commune de Ragnies est fusionnée avec les communes de Thuin, Biercée, Biesme-sous-Thuin, Donstiennes, Gozée, Leers-et-Fosteau et Thuillies pour former l'actuelle commune de Thuin. La fusion forme une entité de 11.725 habitants pour 7.638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion de ces communes ne peut être que profitable à l'aménagement et la mise en valeur de la région, étroitement liée à l'agglomération de Charleroi. Ensemble homogène capable de répondre aux besoins des populations " <sup>3</sup>.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>4</sup>.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus

---

3 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

4 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc

exclusivement sur le dossier central de la commune de Thuin constitué par les Archives de l'État à Mons<sup>5</sup>.

La première situation connue est celle brossée par le rapport d'inspection et de mesurage des archives de la ville de Thuin dressé par les Archives de l'État à Mons ; l'inspection a été menée par Laurent Honoré le 28 avril 2003. Au moment de l'inspection, l'hôtel de ville faisait l'objet d'importants travaux pendant lesquels les différents services communaux ont été installés sur plusieurs sites, dont notamment celui dit de la " Demi-Lune ". Y étaient conservés les registres aux délibérations des Conseils communaux et des Collèges échevinaux, ainsi que les registres d'état civil des communes fusionnées, de même que les atlas des chemins vicinaux, dont certains en très mauvais état, ainsi que les atlas des cours d'eau non navigables. Des archives récentes, touchant essentiellement à la comptabilité communale, étaient également conservées à Biercée, dans le grenier de l'ancienne maison communale, en partie sur des étagères, en partie à même le sol. Divers services communaux ont été provisoirement installés dans un bâtiment sis au n° 32 de la rue des Nobles ; y étaient conservés, dans les caves, les registres de la population des communes fusionnées, dont un relevé dactylographié a été réalisé en date du 13 janvier 1983, ainsi que des cartons d'archives concernant l'état civil, la population et la police communale. Des archives antérieures à la fusion de plusieurs communes étaient conservées dans un grenier de l'hôtel de ville en travaux, ainsi que dans un ancien dépôt militaire situé au n° 120 de la Drève des Alliés.

À l'exception des registres de la population, conservés dans des caveaux peu adaptés, l'état des archives s'est avéré satisfaisant. Des archives demeuraient néanmoins déposées en vrac en divers endroits, non conditionnées dans des cartons. Aussi, aucun employé communal n'était spécialement et spécifiquement chargé de la gestion des archives. Il n'existait d'ailleurs aucune coordination ni centralisation en cette matière, chaque service gérant ses propres archives de façon indépendante. En 1991, la SPRL Mahut a classé les archives des communes fusionnées et les archives postérieures à la fusion. Mais une partie des archives postérieures à 1991 n'a pas été intégrée dans le cadre de classement ; seul le classement des archives du secrétariat communal avait été mis à jour jusqu'en 2001. Par ailleurs, des archives *anteet postfusion* ne faisant pas partie du classement réalisé en 1991 ont été relevées en divers endroits.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 12 novembre 2018, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'Archiviste général du Royaume.

---

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Commune de Thuin ".

## ACQUISITION

Quatre dépôts relatifs aux archives de la commune de Ragnies ont été inscrits au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons les 13 mai 1968 (n° 958 et 959), 29 octobre 2018 (n° 2520) et 3 octobre 2019 (n° 2564). Les deux premiers dépôts, ceux de 1968, concernent les registres paroissiaux ainsi que des documents de la communauté et de la commune de Ragnies datant des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles. Les registres de la population et les archives des communes fusionnées ont ensuite été déposées par la ville de Thuin suivant contrat de dépôt du 12 septembre 2017.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Ragnies de 1799 à 1976. Le fonds contient notamment les registres de la population ouverts en 1847 et continués jusqu'en 1980 (voir les numéros 107 et 115 du présent inventaire). Il compte parmi les pièces les plus anciennes des dossiers relatifs aux assemblées de cantons et de sections (1806, 1808 et 1813, voir les n° 1 à 3), des pièces justificatives aux comptes communaux (1792-1801, voir le n° 67), des avertissements-extraits de rôles (1799-1801, voir le n° 78), un procès-verbal de délimitation du territoire de la commune (1824-1825, voir le n° 7) ainsi que des actes notariaux relatifs aux ventes publiques de biens communaux (1825-1826, voir le n° 23). Le fonds contient également une importante collection de laissez-passer et de passeports datant de 1800 à 1844 (voir les n° 117 à 132). Procédons par grandes séries d'archives :

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de la population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements

relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités

---

provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses.

Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

## ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie <sup>6</sup>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Notons toutefois que les séries relatives aux permis de bâtir se révèlent très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

## MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient

---

<sup>6</sup> <http://geoportail.wallonie.be>.

cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif <sup>7</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>8</sup>. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins

---

7 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

8 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

*1 - 3 DOSSIERS RELATIFS AUX ASSEMBLÉES DE CANTON ET DE SECTIONS. 1806, 1808, 1813.*

- |   |   |           |
|---|---|-----------|
| 1 | 1806.   | 1 pièce   |
| 2 | 1808.   | 2 pièces  |
| 3 | 1813.   | 1 chemise |
| 4 | Registre aux publications. 1921-1966.   | 1 cahier  |
| 5 | <i>5 - 6 DOSSIERS RELATIFS AUX CONTENTIEUX. 1926, 1960-1967.</i><br>Affaire Grenoble relative à la remise en état primitif d'une parcelle de terrain appartenant à la commune sur laquelle le premier cité a empiété en creusant une carrière à ciel ouverte. 1926. | 1 chemise |
| 6 | Affaire Desmet relative à la démolition d'un ponceau non prévue au cahier des charges de travaux de rectification du cours du ruisseau du Marais. 1960-1967.  | 1 chemise |

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

7 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1824-1825. 1 cahier

8 Dossier relatif à l'installation et à la surveillance des repères géodésiques. 1947, 1967-1976. 1 chemise

### 9 - 11 DOSSIERS RELATIFS AUX COOPÉRATIONS INTERCOMMUNALES. 1947-1971.

9 Association intercommunale d'électricité du Sud du Hainaut (AIESH). 1947-1971. 1 chemise

10 Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1965. 2 pièces

11 Association intercommunale pour le développement économique de l'aménagement du territoire du Sud du Hainaut (INTER-SUD). 1969-1971. 1 chemise

### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

12 Procès-verbaux de prestation de serment et d'installation des conseillers communaux, ainsi que d'élection et d'installation des échevins. 1953, 1965. 1 chemise

### C. PERSONNEL DES SERVICES

13 13 - 19 DOSSIERS DU PERSONNEL COMMUNAL. 1899-1974. Secrétaires communaux. 1899-1961. 1 chemise

14 Receveurs communaux. 1900-1963. 1 chemise

15 Gardes-champêtres. 1922-1974. 1 liasse

16 Cantonniers et fossoyeurs. 1935-1961.

---

		1 chemise
17	Ouvriers occasionnels. 1942, 1948-1971.	1 chemise
18	Employé aux secours civils et chômage. 1945-1946.	1 chemise
19	Agent de police. 1947-1948.	1 chemise
20	Dossier du personnel enseignant. 1946-1974.	1 chemise
21	Dossier relatif au recrutement et à la nomination de gardes-forestiers. 1953-1963.	1 chemise
22	Courrier du gouverneur de la province relatif au recensement des cadres du personnel, des gens de métier et de service travaillant pour la commune et réponse. 1963.	1 chemise

## III. PATRIMOINE

*23 - 25 ACTES NOTARIAUX RELATIFS AUX VENTES PUBLIQUES DE BIENS COMMUNAUX. 1825-1826, 1927-1928, 1943, 1945, 1955.*

- 23 23 - 24 BOIS, FUTAIES ET TAILLIS. 1825-1826, 1927-1928, 1943.  
1825-1826. 1 chemise
- 24 1927-1928, 1943. 1 chemise
- 25 Droit de chasse et tenderie aux grives. 1927, 1945, 1955.  
1 chemise
- 26 Sommier des baux emphytéotiques des biens ruraux appartenant à la commune. [1825-1936].  
1 volume
- 27 Procès-verbal d'arpentage de la coupe ordinaire de 1840. 31 mai 1839.  
1 pièce
- 28 Dossier relatif aux coupes et aux ventes de bois communaux. 1899-1900, 1940-1964.  
1 liasse
- 29 Dossier relatif aux locations de biens ruraux. 1903, 1907, 1921-1925, 1940-1970.  
1 chemise
- 30 Acte de cession du droit emphytéotique sur les biens cadastrés section B, n° 589g. 8 février 1910.  
1 pièce
- 31 Dossier relatif aux locations de chasse. 1921-1964.  
1 chemise
- 32 - 42 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BIENS COMMUNAUX. 1926-1968.*
- 32 Terrain bâti situé au lieudit " Cattoir ". 1928.  
1 pièce
- 33 Parcelle cadastrée section A, n° 21c, à Edmond Bauval et Hubert Lefèvre. 1931-1932.  
2 pièces

- 
- 34 Parcelle cadastrée section B, n° 91b. 1960-1964. 1 chemise
- 35 Parcelle cadastrée section A, n° 48, à Achille Gégo et Thibaut Othon. 1959-1964. 1 chemise
- 36 Parcelle cadastrée section B, n° 154a, à Ghislain Minet. 1926. 1 pièce
- 37 Métairie dite du " Catoire ". 1952-1963. 1 chemise
- 38 Métairie sise à Biesme-sous-Thuin, rue de Thuin, cadastrée section B, n° 87a, 88c et 88d. 1956-1957. 1 chemise
- 39 Parcelle de terrain sise à Biesme-sous-Thuin, rue de Thuin, cadastrée section B, n° 85c. 1957-1960. 1 chemise
- 40 Parcelle cadastrée section B, n° 316f, à Émile Rouet. 1962-1968. 1 chemise
- 41 Parcelle cadastrée section A, n° 22o et 22s, à Robert Roussaux. 1963. 2 pièces
- 42 Parcelle cadastrée section A, n° 37a et 39a. 1962-1967. 1 chemise
- 43 *43 - 45 REGISTRES DES BIENS RURAUX AFFERMÉS. 1931-1969.*  
1931-1944. 1 cahier
- 44 1942-1954. 1 cahier
- 45 1954-1969. 1 volume
- 46 Contrats d'assurance couvrant les biens appartenant à l'administration communale. 1932-1967. 1 chemise
- 47 Livre-sommier des fonds publics. 1937-1958.

1 cahier

- 48 Dossier relatif à l'échange des terrains cadastrés section B, n° 15 appartenant à Prosper Ledoux contre les terrains cadastrés section A, n° 19n et 19s appartenant à la commune. 1958-1959.  
1 chemise
- 49 Dossier relatif à la location du logement scolaire. 1961-1966.  
1 chemise

---

#### IV. FINANCES ET FISCALITÉ

##### A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

###### 1. BUDGETS ET ANNEXES

50 - 56 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1902-1903, 1919-1924, 1945-1975.

50	1902-1903.	1 chemise
51	1919.	1 cahier
52	1920-1921, 1924.	1 chemise
53	1945, 1948.	1 chemise
54	1950-1957, 1959.	1 liasse
55	1960-1969.	1 liasse
56	1970-1975.	1 liasse

###### 2. EMPRUNTS

57	Registre des emprunts. 1957-1960.	1 volume
58	Livre des emprunts à long et court terme et des ouvertures de crédit. [1954-1969].	1 chemise

##### B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

###### 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

59 - 60 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1965-1972.

59	1965-1969.	1 liasse
----	------------	----------

---

60 1970-1972. 1 liasse

## 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

61 - 66 *COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1826, 1832, 1919, 1950-1959, 1962-1975.*

61 1826. 1 cahier

62 1832. 1 cahier

63 1919. 1 chemise

64 1950-1959. 1 liasse

65 1962-1969. 1 liasse

66 1970-1975. 1 liasse

67 - 75 *PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. [1792-1801], 1810, 1826, 1850, 1858, 1919, 1971-1974.*

67 [1792-1801]. 1 chemise

68 1810. 1 chemise

69 1826. 1 chemise

70 1850. 1 chemise

71 1858. 1 chemise

72 1919. 1 liasse

---

73	1971.	1 chemise
74	1973.	1 chemise
75	1974.	1 liasse
76	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion rendu par Jean Leclère envers son successeur Marcel Lamblot. 1966.	1 cahier
77	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal approuvant le compte de fin de gestion rendu par Marcel Lamblot, receveur régional sortant, à Charles Naveau, receveur communal de Thuin. 1977.	1 pièce
78	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i> Avertissements-extraits de rôle. 1799/1800-1800/1801 (an VIII - an IX).	3 pièces
79	Rôle de la taxe établie sur les chiens. 1826.	1 pièce
80	Déclaration du droit de patente. 1837.	1 pièce
81	Dossier relatif à la perception des taxes et redevances et à leur réglementation. 1934-1976.	1 chemise
82	Dossier relatif à la désignation de délégués communaux pour siéger auprès de la Commission fiscale. 1948-1975.	1 chemise
83	Dossier relatif à la perception de centimes additionnels. 1960-1976.	1 chemise
84	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Extraits parcellaires établis lors du recensement général de la	

population au 31 décembre 1866. [1866].

1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

- 85 Règlement sur les inhumations et la police du cimetière. 1922.  
1 pièce
- 86 Correspondance du procureur du Roi et circulaire relatives à des demandes de renseignements se rapportant à des déclarations d'indigénat et réponse. 1947-1948.  
1 chemise
- 87 Permis d'inhumer, autorisations d'exhumer et de transférer des corps et pièces annexes. 1951-1969.  
1 chemise

## VI. POPULATION

## A. GÉNÉRALITÉS

- 88 Rapports sur l'inspection des registres de population, du registre des étrangers et des listes de milice. 1954-1955. 1 chemise

## B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

89 - 107 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980.

- 89 89 - 90 1847-1867.  
Volume 1 (folios 1-146). 1 volume
- 90 Volume 2 (folios 147-190). 1 volume
- 91 91 - 92 1867-1880.  
Volume 1 (folios 1-149). 1 volume
- 92 Volume 2 (folios 150-302). 1 volume
- 93 93 - 94 1881-1900.  
Volume 1 (folios 1-137). 1 volume
- 94 Volume 2 (folios 138-274). 1 volume
- 95 95 - 96 1901-1910.  
Volume 1 (folios 1-150). 1 volume
- 96 Volume 2 (folios 151-300). 1 volume
- 97 97 - 98 1911-1920.  
Volume 1 (folios 1-140). 1 volume

---

98	Volume 2 (folios 141-280).	1 volume
99	<i>99 - 100 1921-1930.</i> Volume 1 (folios 1-125).	1 volume
100	Volume 2 (folios 126-250).	1 volume
101	<i>101 - 102 1931-1947.</i> Volume 1 (folios 1-150).	1 volume
102	Volume 2 (folios 151-300).	1 volume
103	<i>103 - 104 1948-1960.</i> Volume 1 (folios 1-151).	1 volume
104	Volume 2 (folios 152-300).	1 volume
105	<i>105 - 106 1961-1970.</i> Volume 1 (folios 1-195).	1 volume
106	Volume 3 (folios 301-445).	1 volume
107	1971-1980.	1 volume
108	108 - 115 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1847-1980. 1847-1867.	1 volume
109	1867-1880.	1 volume
110	1881-1900.	

1 volume

**111** 1901-1910.

1 volume

**112** 1911-1920.

1 volume

**113** 1921-1930.

1 volume

**114** 1931-1947.

1 volume

**---** 1948-1960.**115** 1971-1980.

1 volume

*C. RECENSEMENTS DE LA POPULATION***116** Recensement général de la population au 31 décembre 1970.  
[1970-1971].

1 chemise

*D. PASSEPORTS***117** 117 - 122 LAISSEZ-PASSER. [APRÈS 1800], 1802, 1804, 1810, 1814.  
[Après 1800].

1 pièce

**118** 4 mars 1802 (13 ventôse an X).

1 pièce

**119** 8 mai 1804 (18 floréal an XII).

1 pièce

**120** 22 mai 1810.

1 pièce

**121** 28 mars 1814.

1 pièce

**122** 24 avril 1814.

1 pièce

**123** Instructions de la préfecture du département de Jemappes relatives

---

	à l'exécution des lois sur les passeports. 1800/1801-1801/1802 (an IX - an X), 1807, 1810.	1 chemise
124	124 - 132 REGISTRES ET LISTES DES PASSEPORTS. 1803-1806, 1808, 1810-1813, 1815, 1837-1844. 1803-1804.	1 cahier
125	1804.	1 pièce
126	1804-1806.	1 pièce
127	1808.	1 pièce
128	1810.	1 pièce
129	1811-1813.	1 pièce
130	1815.	1 pièce
131	1837-1843.	1 pièce
132	1843-1844.	1 pièce
133	133 - 136 PASSEPORTS. 1807-1808, 1810-1825, 1830-1832, 1836-1837, 1839-1843. Police générale de l'Empire. 1807-1808, 1810-1813.	1 chemise
134	Gouvernement général de la Belgique. 1814-1815.	1 chemise
135	Royaume des Pays-Bas. 1815-1825, 1830.	1 chemise
136	Gouvernement de la Belgique. 1831-1832, 1836-1837, 1839-1843.	1 chemise



---

	VII. ÉLECTIONS	
137	Dossier relatif aux incapacités électorales. 1946-1947.	1 chemise
138	Registre des incapacités électorales. 1946-1972.	1 cahier
139	Liste des jurés pour la Cour d'assises. 1947.	1 chemise
	<i>140 - 141 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1958-1962, 1970-1971.</i>	
140	12 octobre 1958. 1958-1962.	1 chemise
141	11 octobre 1970. 1970-1971.	1 chemise
142	Pièces relatives aux règlements communaux concernant la distribution et l'affichage des tracts électoraux. 1976.	1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

*A. SERVICE MILITAIRE*

- 143 Dossier relatif aux indemnités de milice. 1952-1975. 1 chemise
- 144 144 - 146 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1955-1976.  
1955-1959. 1 chemise
- 145 1960-1969. 1 liasse
- 146 1970-1976. 1 liasse
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES  
EN TEMPS DE PAIX*
- 147 Dossier relatif au recensement des véhicules automobiles. 1949-  
1975. 1 chemise
- 148 Registre de classement des véhicules automobiles. [1re moitié XXe  
siècle]. 1 cahier
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 149 Dossier relatif aux pensions de guerre. [1939-1946]. 1 chemise
- 150 Registre d'inscription des habitants de la commune qui ont  
participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité  
militaire. 1940-1942. 1 cahier
- 151 Dossier relatif à la récupération des armes par l'autorité occupante.  
1940, 1946. 1 chemise
- 152 Dossier relatif au rapatriement des prisonniers de guerre. 1940-  
1956. 1 chemise
- 153 Dossier relatif aux états de frais occasionnés par l'exécution de

---

	l'ordonnance du 20 octobre 1941 se rapportant à la récupération des métaux non-ferreux. 1941-1943.	1 chemise
154	Dossier relatif aux dommages de guerre. 1941-1958.	1 chemise
155	Dossier relatif au service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs. 1942-1971.	1 chemise
156	Registre d'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité civile. 1943-1944.	1 cahier
157	Dossier relatif aux évacués et aux sinistrés. 1944-1945.	1 chemise
158	Dossier relatif à la reconnaissance du statut de résistant. 1949, 1954-1955, 1962.	1 chemise

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

*A. POLICE*

- 159 Liste des habitants autorisés à détenir des pigeons voyageurs. 1924-1969. 1 chemise
- 160 Dossier relatif à des demandes introduites en vue d'organiser des loteries. 1942-1961. 1 chemise
- 161 Dossier relatif à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1947-1976. 1 chemise
- 162 Registre d'inscription des autorisations d'établir des colombiers. 1957. 1 cahier
- 163 Dossier relatif à la collocation en institution spécialisée de R. Ku. 1966-1974. 1 chemise
- 164 Correspondance de l'auditeur du Travail relative aux établissements ou l'on danse et réponse. 1976. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 165 Règlements organiques du corps des sapeurs-pompiers. [2de moitié XIXe siècle]. 1 chemise
- 166 Convention intercommunale avec la commune de Thuin relative à l'organisation des secours en cas d'incendie. 1939-1963. 1 chemise
- 167 Pièces relatives au groupe régional de défense contre l'incendie. 1962, 1965. 1 chemise
- 168 Pièces relatives à la demande d'obtention du titre de " Société Royale " pour la société des pompiers " Les Enfants de Sainte-Barbe ". 17 septembre 1968. 1 chemise
- 169 Liste des sapeurs-pompiers. 1er janvier 1969.

---

1 pièce

- 170 Correspondance du gouverneur de la province relative à la prévention des incendies dans les dancings et autres locaux où l'on danse et réponse. 1976.

1 chemise

---

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

- 171 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1946-1976.  
1 chemise

### B. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE

- 172 Listes des médecins et pièces annexes. 1973, 1974, 1976.  
1 chemise

### C. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 173 Registre des déclarations des maladies transmissibles. 1949.  
1 cahier

174 - 176 DOSSIERS RELATIFS À LA VACCINATION. 1956, 1958-1960, 1963.

- 174 Antidiphthérique. 1958-1959.  
1 chemise

- 175 Antipoliomyélitique. 1958, 1960, 1963.  
1 chemise

- 176 Antivaricelleuse. 1956, 1958, 1959.  
1 chemise

### D. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

- 177 Dossier relatif aux opérations de dératisation. 1963-1965.  
1 chemise

### E. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

178 - 181 DOSSIERS RELATIFS AUX MALADIES TOUCHANT LES ANIMAUX ET AUX MESURES PRISES POUR LUTTER CONTRE CELLES-CI. 1946-1967.

- 178 Brucellose, rage et myxomatose. 1952-1954, 1964, 1965.  
1 chemise

- 179 Fièvre aphteuse. 1946-1957.  
1 chemise

- 
- 180 Gale. 1946-1967. 1 chemise
- 181 Hypodermose bovine (varron). 1955-1958. 1 chemise
- 182 *F. ANALYSE DE L'EAU POTABLE*  
Bulletins d'analyse des eaux de consommation. 1947-1960. 1 chemise
- 183 *G. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS*  
Dossier relatif aux immeubles insalubres et aux taudis. 1962-1966. 1 chemise
- 184 *H. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES*  
Liste des établissements dangereux, insalubres ou incommodes régulièrement autorisés. 1895. 1 chemise
- 185 185 - 195 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1895, 1934-1938, 1942, 1974-1976. Briqueterie permanente d'Olivier Garin. 1895. 1 chemise
- 186 Atelier de menuiserie d'Ernest Bury. 1934, 1937. 1 chemise
- 187 Atelier de maréchal-ferrant de Marc Brichet. 1935. 1 chemise
- 188 Dépôt de pétrole d'Oscar Wyart. 1935. 1 chemise
- 189 Métairie de Léon Mairiaux. 1935. 1 chemise
- 190 Exploitations agricoles. 1935-1936. 1 chemise
- 191 Scierie mécanique et atelier de charronnage d'Henri Baudson. 1935-1936. 1 chemise

- 
- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| 192 | Appareil de distribution d'essence d'Hubert Leclercq. 1936.   | 1 chemise |
| 193 | Dépôts d'explosifs. 1936, 1938.   | 1 chemise |
| 194 | Boucherie d'Hubert Leclercq. 1942.  | 1 chemise |
| 195 | Dépôts de réservoirs de butane et propane. 1974-1976.   | 1 chemise |
| 196 | Liste des écuries, étables, porcheries, bergeries et chèvreries.<br>[1935].                           | 1 pièce   |
| 197 | Relevé des établissements dangereux, insalubres et incommodes<br>exploités sans autorisation. [1935]. | 1 pièce   |

---

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 198 Correspondance relative au programme des travaux à exécuter en 1948. 1947. 1 chemise
- 199 Mainlevées et cautionnements relatifs à des travaux réalisés dans la commune. 1950-1960. 1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

- 200 Dossier relatif aux travaux réalisés au cimetière. 1943-1950. 1 chemise
- 201 Dossier relatif aux travaux de restauration de la salle de gymnastique des écoles communales. 1945-1955. 1 liasse
- 202 - 203 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS À L'ÉGLISE SAINT-MARTIN. 1946-1948, 1969-1975.
- 202 Réfection extraordinaire de la toiture du clocher. 1946-1948. 1 chemise
- 203 Réparation de la toiture et mécanisation des cloches. 1969-1975. 1 chemise
- 204 Dossier relatif aux travaux de restauration exécutés au local des postes. 1965-1969. 1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,  
LES QUAIS)

- 205 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'adjudication des travaux d'amélioration des chemins n° 4 et 26, dits " chemins de Lyrée ". 1913. 1 pièce
- 206 Dossier relatif aux travaux d'entretien des chemins vicinaux et de grande communication. 1928-1947. 1 liasse

- 
- 207 Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 80. 1938-1946. 1 liasse
- 208 Dossier relatif aux travaux de signalisation routière. 1942-1947. 1 chemise
- 209 Lettres au curé relatives à la fermeture du sentier n° 53 dit " Madelon ". 1954, 1955. 2 pièces
- 210 Correspondance de Maurice Tenret relative à la construction d'un pont sur le ruisseau de Villers. 1958-1959. 1 chemise
- 211 Dossier relatif à la réfection des chemins de l'Houle et du Priey et au nivellement de la place de l'église. 1959. 1 chemise
- 212 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la place communale et du chemin des Agaises. 1960-1964. 1 chemise
- 213 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la section dite " des Trois Arbres " du chemin de grande communication n° 80. 1966-1972. 1 liasse
- D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 214 Dossier relatif aux tableaux descriptifs et aux plans des cours d'eau. 1847, 1882-1890, 1946-1956. 1 liasse
- 215 Dossier relatif au curage des ruisseaux et des cours d'eau. 1904-1976. 1 liasse
- 216 Dossier relatif aux réclamations introduites par des tiers concernant le ruisseau de Blanchamps. 1936-1954. 1 chemise
- 217 Dossier relatif aux travaux exécutés au ruisseau du Marais. 1952-1959. 1 liasse
- 218 Dossier relatif à la confection des nouveaux tableaux et plans descriptifs. 1954, 1959-1961.

- 
- 1 chemise
- 219 Dossier relatif à l'amélioration et au voutement du ruisseau de Ronzée. 1962-1966.  
1 chemise
- 220 Convention entre l'État et la commune relative à la remise d'une section de halage de la Sambre comprise entre l'écluse n° 3 et le chemin dit " de Grignard ". 1965-1966.  
1 chemise
- 221 Dossier relatif à la construction de polders et de wateringues sur la Haute-Sambre. 1967, 1969.  
1 chemise
- 222 *E. TRAVAUX FORESTIERS*  
Dossier relatif aux travaux forestiers. 1952-1977.  
1 liasse
- F. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 223 - 224 DOSSIERS RELATIFS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU. 1947-1967.
- 223 Établissement du réseau. 1947-1966.  
1 chemise
- 224 Extension du réseau aux écarts ruraux. 1957-1967.  
1 chemise
- 225 Plan terrier de la commune de Ragnies établi par le Service régional de Beaumont et environs de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 12 septembre 1963.  
1 pièce
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 226 Dossier relatif au raccordement des écarts ruraux. 1946-1950.  
1 chemise
- 227 Dossier relatif aux travaux réalisés sur le réseau. 1946-1975.  
1 chemise

- 
- 228 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Dossier relatif à l'installation et à l'extension de l'éclairage public.  
1948-1967.  
1 chemise
- 229 4. TÉLÉPHONE  
Dossier relatif aux travaux réalisés par la Régie des télégraphes et  
des téléphones (RTT). 1946-1976.  
1 liasse
- 230 5. TRANSPORTS EN COMMUN  
Dossier relatif à l'instauration d'un service d'autobus. 1946-1972.  
1 chemise
- 231 Correspondance avec la Société nationale des chemins de fer  
belges (SNCB) relative à la suppression des passages à niveau n°  
113, 114 et 115. 1964-1965.  
1 chemise
- 232 *G. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*  
Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou  
démolis. 1951-1962.  
1 chemise
- 233 Dossier relatif à des demandes de placement d'enseignes sur des  
façades d'immeubles. 1957-1969.  
1 chemise
- 234 Dossier relatif aux demandes introduites par Albert Thibaut et  
Léger Marcoux tendant à obtenir l'autorisation de construire un  
trottoir devant leur résidence. 1965, 1968.  
1 chemise
- 235 Plan général d'aménagement de la commune. 31 janvier 1969.  
1 pièce

XII. ENSEIGNEMENT

- 236 Liste des enfants ayant droit à l'enseignement gratuit. 1903-1904.  
1 chemise
- 237 Dossier relatif à la fourniture de mobilier scolaire. 1955-1960.  
1 liasse
- 238 Dossier relatif aux créations et aux suppressions de classes. 1956-1960, 1969-1972.  
1 chemise
- 239 Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1960-1977.  
1 chemise
- 240 Relevés des besoins en matière de travaux de construction et d'extension nouvelles, de modernisation et d'aménagement dans l'enseignement officiel subsidié. 1973.  
1 chemise

---

### XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

#### A. CULTURE

- 241 Dossier relatif à la nomination d'Albert Goemers au poste de bibliothécaire et à la fixation de son traitement. 1946-1956.  
1 chemise
- 242 Dossier relatif aux évènements culturels. 1960-1969.  
1 chemise
- 243 Dossier relatif à la suppression de la bibliothèque communale et au passage du bibliobus. 1965, 1969-1970.  
1 chemise

#### B. SPORTS

- 244 Dossier relatif aux recensements des installations sportives. 1966-1967.  
1 chemise
- 245 Lettre de l'ASBL Jeunesse sportive Ragnicole relative au financement de l'installation de l'éclairage du terrain de football communal et réponse. 1969.  
2 pièces

#### C. DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS ET COMMÉMORATIONS

- 246 Dossier relatif à l'octroi de distinctions honorifiques à des particuliers. 1937-1968.  
1 chemise
- 247 Dossier relatif aux manifestations patriotiques. 1942-1962.  
1 chemise
- 248 Dossier relatif à l'organisation des kermesses et des fêtes communales. 1949-1975.  
1 chemise

#### D. TOURISME

- 249 Dossier relatif au projet d'installation d'un camping à l'orée du bois dit " de la chasse des bœufs ". 1966-1968.  
1 chemise

## XIV. ÉCONOMIE

*A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE*

- 250 Dossier relatif aux recensements agricoles et horticoles. 1942, 1954-1969. 1 chemise
- 251 Dossier relatif aux mesures de protection prises à l'égard d'animaux nuisibles aux cultures 1949-1953, 1969-1976. 1 chemise
- 252 Dossier relatif aux subsides et aux indemnités octroyés aux agriculteurs. 1956-1972. 1 chemise
- 253 Pièces relatives à la composition des commissions locales de recensement agricole. 1959, 1963, 1972. 1 chemise
- 254 Constats des dégâts agricoles. 1960-1975. 1 liasse
- 255 Dossier relatif à la délimitation des zones agricoles et forestières. 1965-1966. 1 chemise
- B. ÉLEVAGE*
- 256 Dossier relatif à l'amélioration des espèces bovines. 1939-1956. 1 chemise
- 257 Registre des taureaux approuvés. 1948-1951. 1 cahier
- C. COMMERCE*
- 258 Dossier relatif à l'octroi de cartes de commerçants ambulants. 1932-1976. 1 chemise
- 259 Dossier relatif à l'octroi de cartes professionnelles à des étrangers. 1961, 1965. 1 chemise
- 260 Attestations d'activité. 1966. 1 chemise

*D. CIRCULATION ET MOYENS DE COMMUNICATION*

- 261** Correspondance à la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) relative à l'organisation d'un service de prise et de remise de colis à domicile dans la commune. 1948.  
1 chemise

*E. APPROVISIONNEMENT*

- 262** Relevés des comptes d'exploitation et états des ristournes à bonifier à la commune par l'Association Intercommunale d'Électricité du Sud du Hainaut (AIESH) et courriers annexes. 1944-1972.  
1 chemise
- 263** Correspondance entre la Société de distribution de gaz (Distrigaz) et la commune relative à l'électrification de la ligne Charleroi - Erquelines. 1962-1964.  
1 chemise

- 
- 264** XV. AFFAIRES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL  
Registre-matricule des carnets délivrés aux femmes, aux adolescents et aux enfants employés dans les établissements industriels. 1893-1954.  
1 cahier
- 265** Liste des bénéficiaires de la pension de vieillesse. 1921-1950.  
1 cahier
- 266** Dossier relatif à la caisse spéciale de compensation pour allocations familiales. 1938-1944.  
1 chemise
- 267** *267 - 268 REGISTRES DES DEMANDES DE PENSIONS. 1963-1976.*  
1963-1976.  
1 cahier
- 268** 1972-1976.  
1 cahier

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE  
PUBLIQUE (CAP)

*A. BUREAU DE BIENFAISANCE*

269 Relevé des biens immeubles et des rentes. [1820-1844]. 1 pièce

*B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (CAP)*

1. PERSONNEL

270 Dossier relatif au renouvellement et à la nomination des membres.  
1925-1974. 1 chemise

271 Dossier relatif à la nomination de délégués auprès du Comité de  
conciliation. 1947, 1953, 1951. 1 chemise

*272 - 273 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1971-1976.*

272 Lucien Thiebaut, secrétaire puis receveur. 1971-1976. 1 chemise

273 Bernard Lardinois, secrétaire. 1974-1976. 1 chemise

2. PATRIMOINE

274 Dossier relatif à la location de biens ruraux. 1954, 1968, 1975. 1 chemise

3. FINANCES

275 Budget annuel. 1976. 1 cahier

276 Compte annuel. 1976. 1 cahier

277 Compte de cleric-à-maître rendu par Luc Dupont à son successeur  
Lucien Thiébaut. 1945. 2 pièces

4. EXÉCUTION DES TÂCHES

278 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

---

approuvant les conventions conclues entre la CAP et la clinique  
Saint-Joseph à Lobbes. 27 février 1959.

1 pièce

## XVII. PAROISSE DE SAINT-MARTIN

*A. PERSONNEL*

- 279 Dossier relatif au renouvellement des membres du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers. 1892-1908. 1 chemise
- 280 Lettre du commissaire d'arrondissement relative au cautionnement du trésorier de la fabrique d'église. 2 septembre 1952. 1 pièce
- B. PATRIMOINE*
- 282 Promesse de vente établie entre la commune et le bureau des marguilliers relative à la vente d'un bien situé " Champs de Saint-Joseph ", section C, n° 60. 9 février 1890. 1 pièce
- 281 Dossier relatif à la demande de classement de l'église Saint-Martin et de son mobilier. 1935-1936. 1 chemise
- 283 - 284 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS. 1947, 1959-1973.  
283 Droit de chasse. 1947. 1 chemise
- 284 Biens ruraux. 1959-1973. 1 chemise
- 285 Bail relatif à un immeuble appartenant à la fabrique d'église servant de maison d'habitation et de classe pour l'école des filles. 1962. 1 pièce
- 286 Extrait du registre aux délibérations de la fabrique d'église relatif au legs de Blanche Mairiaux. 1972. 1 pièce

*C. FINANCES*

- 287 - 289 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1954-1976.  
287 1954-1959. 1 chemise
- 288 1960-1969.

---

		1 chemise
289	1970-1976.	1 chemise
290	290 - 292 COMPTES ANNUELS. 1954-1974, 1976. 1954-1959.	1 chemise
291	1960-1969.	1 chemise
292	1970-1974, 1976.	1 chemise